



Stoppons définitivement le projet HERCULE !

Avec trois journées de forte mobilisation les 26 novembre, 10 et 17 décembre, l'ampleur du mouvement est sans conteste. Elles ont conduit à mettre en difficulté le Gouvernement et la Direction d'EDF quant à leurs intentions de démanteler le Groupe EDF via Hercule et d'affaiblir le service public de l'électricité !

Les administrateurs salariés d'EDF, lors du Conseil d'Administration du 16 décembre 2020, ont unanimement porté la voix des salariés contre le projet de casse du service public de l'électricité, dénonçant au passage l'absence de débat et de transparence au sein de cette instance. Suite à leur intervention, sous couvert d'un rappel de leur mandat, la direction exerce une pression forte sur eux. Les 4 fédérations syndicales leur apportent tout leur soutien pour que la voix des salariés soit prise en compte dans la gouvernance d'EDF.

De nombreux acteurs de la vie publique, parlementaires, maires et associations d'élus, ont entendu l'appel lancé par les 4 fédérations syndicales et sont aujourd'hui aux côtés des salariés pour dénoncer les dangers qui se cachent derrière le projet Hercule. Ils déplorent, comme nous, l'opacité suspecte du Gouvernement sur ce sujet, pourtant d'intérêt majeur pour la Nation

Les actions et rencontres auprès des élus de la République sont régulières. Elles se sont d'ailleurs poursuivies pendant les fêtes de fin d'année permettant ainsi de renforcer la contestation en ce début d'année.

L'énergie est un bien vital. Elle répond aux besoins essentiels de la Nation. Les salariés, de nombreux élus et usagers sont mobilisés pour reprendre en main leur avenir énergétique.

Plus déterminée que jamais, l'intersyndicale EDF SA a décidé une nouvelle journée d'action avec appel à la grève et reprise en main de l'outil de travail **le mardi 19 janvier**.

D'ici au 19 janvier, elle décide de mettre toute son énergie à l'interne de l'entreprise comme à l'externe en multipliant les sollicitations auprès des élus de la Nation et des représentants de l'Etat.

Compte-tenu de l'obstination de la présidence d'EDF à vouloir passer en force le projet Hercule, l'intersyndicale a décidé, depuis le 30 novembre, de ne plus participer aux Instances Représentatives du Personnel (Comité Social et Economique, CSE Central, Comité de Groupe...) ainsi qu'aux négociations/concertations nationales et locales qui ne seraient pas prioritaires à l'intérêt des salariés. L'urgence sociale est de stopper le projet HERCULE qui aurait des conséquences sociales néfastes avant tout sur l'emploi, les activités et le contrat de travail des salariés.

Le démantèlement d'EDF qu'engagerait Hercule, quoi qu'en disent ses promoteurs, serait une catastrophe économique, industrielle et sociale, et signerait la fin de la raison d'être d'EDF au service de l'intérêt général.

Nous ne pouvons pas laisser les responsables politiques et dirigeants d'EDF détruire notre entreprise pour complaire aux dictats de la concurrence, du marché et de la finance, sans se soucier du bien commun de la Nation.

Le calendrier de prise de décision (sans en connaître tous les contours) s'accélère, nous devons continuer à montrer notre rejet du projet Hercule.

Le mois de janvier sera décisif !

Poursuivons et amplifions la mobilisation jusqu'au retrait du projet HERCULE !

N'oubliez pas de signer et de partager la pétition en ligne : <http://chng.it/SVHTrySp>